



FSU du Val-de-Marne

Bulletin n° 129
Juin-juillet 2021



No

pasarán!

Fédération Syndicale Unitaire du 94
EPA, SNASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ, SNPIEN,
SNUAS-PP, SNUITER, SNUEP, SNUjpp, SNUODEN



édito

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas encore les résultats des élections départementales et régionales mais l'ambiance laisse présager des résultats plus que sombres aux élections à venir.

C'est dans ce contexte que la FSU a appelé à la manifestation du 12 juin pour les libertés et contre les idées d'extrême droite. Notre organisation syndicale dénonce la façon dont est méprisé le dialogue social, l'attaque contre des syndicats comme l'UNEF qualifiée de "fasciste" par le ministre Blanquer, l'attaque contre la CGT le premier mai, l'attaque contre des plannings familiaux, les discours politiques sécuritaires et identitaires (loi contre le séparatisme, loi de sécurité globale retoquée en partie par le conseil constitutionnel) dont le seul but est de masquer l'absence d'ambition pour lutter contre les inégalités sociales, l'attaque contre la défense du peuple palestinien, le procès en "islamo-gauchisme" relayé jusqu'au sommet de l'Etat, les violences policières dans les manifestations... Plus inquiétant, ces attaques contre la démocratie sont relayées par une large frange de la classe politique et médiatique et se diffusent dangereusement dans la société.

La manifestation du 12 juin n'était qu'une première étape d'une mobilisation plus large dans laquelle la FSU entend prendre toute sa part. Dans ce cadre, nous organiserons au premier trimestre de l'année scolaire à venir un stage pour lutter contre les idées de l'extrême droite et faire connaître nos propositions pour une société plus juste et solidaire.

■ Catherine Anglesio



Tous ensemble !

Pour le Service Public !

Nous reproduisons la prise de parole d'Emmanuelle Jollet, pour la FSU 94, lors du rassemblement en défense du service public postal devant la préfecture de Créteil le 1er juin dernier.

« Avec la crise économique qu'aggrave la pandémie, notre pays vit une montée phénoménale des inégalités avec d'un côté des millions de personnes dans la pauvreté, le chômage et la précarité, et de l'autre côté une infime minorité qui ne cesse de s'enrichir.

L'an dernier les entreprises du CAC 40 ont versé 50 milliards d'euros à leurs actionnaires. Est-ce normal alors même qu'elles touchaient des subventions massives de l'État et que l'État ne leur demande rien ?

En parallèle, l'ensemble des Services Publics est paupérisé ; le Service Public de l'éducation, de l'hôpital, la poste, la justice, la police, les services sociaux, les services pénitentiaires, le service postal, les transports, le logement. Tous les Services Publics vivent une crise sans précédent depuis 1945. C'est une politique de démolition de ces services qui est à l'œuvre.

Je pourrais les prendre un par un et décrire leur misère.

L'hôpital public n'en peut plus de porter la crise sanitaire à bout de bras. Je me permets de donner un exemple

personnel mais symptomatique de la situation de l'hôpital. Mon frère opéré d'un quadruple pontage coronarien il y a cinq jours n'a pas eu sa blouse de changée. Réponse des soignant.es ? Il n'y a plus de blouse disponible depuis plusieurs semaines. La veille il n'a pu être hospitalisé en l'absence d'infirmier.e de nuit... Il manque de tout ! Personnel et matériel.

Concernant la Poste, les camarades ont décrit la situation : une entreprise qui fait des bénéfices et pourtant continue à fermer des bureaux pour faire encore plus de profits.

Concernant l'Éducation, la situation est équivalente à tous les étages, le primaire, le secondaire et le supérieur.

Pour le primaire, la FSU 94 réclame depuis plusieurs années un plan d'urgence de recrutement.

Cette rentrée scolaire a été particulièrement catastrophique du fait de l'impréparation du ministère à gérer cette situation inédite. Aucune mesure n'a été prise, rien n'a été anticipé, aucun moyen n'a été donné aux écoles pour fonctionner en temps de Covid.

La conséquence a été des semaines sans classe pour les élèves. Des contractuel.les ont enfin été recruté.es à la rentrée des vacances de la Toussaint. Des élèves sont donc restés six semaines



Tous ensemble !

Pour le Service Public !

sans enseignant.es. Les contrats ont ensuite été stoppés avant les vacances de février, tout cela pour ne pas payer ces contractuel.les pendant les vacances. À nouveau à la rentrée des vacances des centaines d'élèves sans enseignant.es...

Dans le supérieur, un tiers des enseignant.es sont des précaires dans les établissements publics.

Les écoles privées fleurissent avec des frais d'inscription dissuasifs pour les élèves de milieu populaire. Le choix du gouvernement est clairement la privatisation de l'enseignement supérieur.

Sur notre département, à Maisons-Alfort, le choix du gouvernement est d'ouvrir une école privée pour former les vétérinaires plutôt que de donner des moyens supplémentaires à l'école vétérinaire publique, une institution pourtant internationalement reconnue pour la qualité de son enseignement et de sa recherche.

Le choix est idéologique, tout pour le profit d'un petit nombre de privilégiés contre le plus grand nombre et l'intérêt général.

Le Service Public est pourtant le seul moyen d'assurer l'égalité concrète des citoyen.nes devant des droits essentiels.

La FSU se battra sans relâche pour le développement de ces services et pour leur financement à hauteur des besoins. Il n'y a pas de fatalité, ce qui a été détruit peut par la volonté politique être reconstruit. Pour une société plus juste, pour que tous les malades puissent être bien soignés, que tous les élèves quels qu'ils soient puissent recevoir un enseignement ambitieux et réussir de la maternelle à l'université, la FSU s'engage pleinement au côté des usager.es

et des élu.es pour construire le Service Public de demain.

La FSU appelle à être aux côtés des AESH et des agent.es de la petite enfance pour l'amélioration de leurs conditions de travail le 3 juin. Le 10 juin les psychologues de la Fonction Publique et les infirmières scolaires seront en grève.

Le 15 juin, la FSU avec la CGT, Solidaires et la FA-FP appelle à une journée d'action de tous les agent.es du Service Public .

Tous ensemble nous gagnerons, pour que vive le Service Public, pour que vivent l'égalité et la fraternité. »

■ Emmanuelle Jollet

